

**EXPOSÉ DE JACQUES DELORS PRONONCANT
LA « LECTIO MAGISTRALIS » OUVRANT LA SESSION ACADÉMIQUE
2005/2006 DU COLLÈGE EUROPÉEN DE PARME**

SAMEDI 5 NOVEMBRE 2005

L'UNITÉ DE L'EUROPE : UN PROJET POUR LE 21^e SIÈCLE

Monsieur le Président de la Province, Monsieur le Maire de la ville de Parme, Monsieur le Président du Collège Européen, Autorités, Mesdames, Messieurs, Chers Etudiants,

Invité à prononcer la leçon inaugurale de cette année universitaire, je ne voulais pas sortir des perspectives générales de l'Europe puisqu'au cours de l'année, grâce à un programme extrêmement bien fait et très détaillé, vous aurez l'occasion de vous affronter aux dimensions de la construction européenne, avec toutes leurs spécificités techniques. Mais quand on parle de perspectives générales, il faut trouver un titre, que je résume en : **l'unité de l'Europe, un projet pour le XXI^{ème} Siècle.**

J'entends de plus en plus, notamment Outre-Manche, et pas seulement des gens compétents, professeurs, responsables politiques et autres, dire : « la construction européenne, telle que conçue par les Pères de l'Europe (et là je fais allusion surtout à Jean Monnet, De Gasperi, Schuman et autres), c'est dépassé, c'est terminé ». La problématique du monde a radicalement changé, elle amène d'ailleurs à une sorte de renouveau de l'adhésion nationale et des nations. Bref, il faudrait faire l'Europe mais la penser différemment.

Je ne crois pas qu'un jugement aussi abrupt puisse nous permettre de progresser. Bien sûr, il faut s'efforcer en ce moment de ne pas nous laisser engluer dans la crise sérieuse qui accable l'Union Européenne et qui constitue d'ailleurs l'argument principal de ceux qui pensent que le projet des origines est dépassé. Il est vrai que cette crise est grave, au point de plonger l'Union Européenne dans une sorte de coma léger, si je puis me permettre cette expression. Quelles que soient les causes de la situation actuelle, je les ramènerai brièvement à trois constats :

Une crise existentielle et donc de légitimité qui reflète une tension entre le global et le local. Les acteurs politiques, économiques, sociaux raisonnent global. Les

populations, de plus en plus inquiètes devant la mondialisation, les phénomènes d'immigration, raisonnent local. Cette tension, qui est perceptible depuis des années, depuis le choc pétrolier des années 1970, nous n'avons pas réussi à la maîtriser ni en termes de pédagogie, ni en termes de gouvernance.

Une autre crise est celle de la croissance mal maîtrisée de la construction européenne. Nous sommes passés de 12 à 27 en vingt ans. Mal expliqué dans certains pays, notamment dans le mien, et sans doute mal programmé, cet élargissement apparaît comme une sorte de dérive contrainte, sans que nous ayons défini un cadre pour maîtriser les changements ainsi induits.

Et enfin, une crise liée, celle d'ailleurs dont nos chefs d'Etat et de Gouvernement ne veulent jamais parler dans les conseils européens ; **une crise liée aux divergences** profondes entre eux, non pas uniquement sur les perspectives financières, mais sur les grandes finalités de l'Europe. Il manque, bien entendu, des ingénieurs du consensus. Car ces divergences sont si grandes qu'on ne les effacera pas toutes, mais au moins peut-on, comme on l'a toujours fait en Europe depuis les crises provoquées respectivement par le Général De Gaulle et par Mme Thatcher, trouver des plages de consensus qui maintiennent le dynamisme et la marche en avant de l'Europe.

Je pense que l'Europe peut être définie, comme le projet du XXI^{ème} siècle, à partir de trois éléments d'une grande banalité, mais qu'il faut rappeler : **l'Europe comme facteur de paix, l'Europe comme contribuant à la maîtrise de la mondialisation qui peut être, comme la langue d'Esopé, la meilleure ou la pire des choses et enfin l'Europe comme projet de société ?** » Mais encore faut-il remettre l'Europe sur les rails. Et je vous inviterais donc, pour terminer, à entrer dans le dédale compliqué des institutions pour essayer quand même de voir de quelle manière nous pourrions, les préalables levés, le consensus minimal retrouvé, relancer l'Europe.

I – L'EUROPE FACTEUR DE PAIX

Cette affirmation est devenue, de la part de certains, jeunes ou moins jeunes, presque un sujet de dérision. La paix, c'est acquis entre nous, entend-on dire. Raisonner ainsi, c'est oublier une chose fondamentale, que l'on parle de l'Europe, que l'on parle de sa famille ou que l'on parle de la nation, il n'y a pas de vision, ni de maîtrise de l'avenir sans mémoire. Je ne suis pas en train de vous dire que la guerre peut revenir demain entre l'Allemagne et ses voisins. Je vous dis simplement que l'effort accompli pour dominer nos souvenirs tragiques, nos ressentiments, a été considérable. Et cet effort, je n'ai pas trouvé une meilleure formule pour l'illustrer que celle qu'utilisait Anna Harendt, la philosophe juive, dans son livre daté de 1961 « Le pardon et la promesse ». Je trouve cette formule magnifique, le pardon qui n'est pas l'oubli. Elle le répète plusieurs fois. La promesse aux fils et filles des générations qui ont vraiment agi comme des criminels, qu'ils ne seront pas laissés continûment à l'écart de l'Histoire, qu'ils pourront réintégrer la communauté humaine et y vivre comme les autres. Bref, le contraire de l'esprit du traité de Versailles qui a clos la guerre précédente. Cette formule du pardon et de la promesse demande une élévation de l'esprit, de la générosité et de la confiance. Albert Camus, pendant la guerre, l'exprimait ainsi dans le journal de résistance « Combat » :

« Le plus grand effort qu'on a à faire, c'est sur nous-mêmes ; évidemment, si nous continuons à accabler l'ennemi, nous le renforcerons également, mais c'est sur nous-mêmes que nous avons à faire cet effort ».

J'ai toujours pensé, en vain, puisque je n'ai pas pu convaincre les gouvernements, que le pardon et la promesse, c'était la clé de la solution des problèmes des Balkans, des pays entre lesquels se sont accumulées des montagnes de haine, de ressentiments. On ressent ce climat délétère entre les Serbes et les Croates, entre les Serbes et les Albanais, sans parler des Macédoniens et autres. J'aurais aimé, mais mes propositions n'ont pas été acceptées, que pour ces pays, pour les Balkans, nous montrions que

l'inspiration qui a été celle des Pères de l'Europe en 1945-50 pouvait s'appliquer. Cela a été possible par la création d'un cadre pour favoriser l'échange, la rencontre et la coopération. C'était la communauté du charbon et de l'acier (CECA). Il me semble qu'à partir de 1995, on aurait dû proposer aux pays de l'ex-Yougoslavie : « vous créez entre vous une union européenne des paiements et vous pourrez donc vous développer, échanger, changer d'époque, avec l'aide économique et financière de l'Union Européenne ».

Cette Union Européenne, facteur de paix y compris dans le monde, ne peut pas rester figée sur un modèle, quelle que soit la noblesse de l'idéal de l'époque.

Quand j'ai commencé à militer, j'avais mon idée de l'Europe. A l'époque, je ne pouvais pas prévoir certains des événements qui ont suivi. Je raisonnais sur une Europe qui -à six ou peut-être à un peu plus- passerait progressivement de l'économie à la politique, de la politique intérieure à la politique étrangère.

Mais l'histoire nous a bousculés et je vous le dis pour demain aussi, vous qui êtes passionnément pro-européens, vous aurez comme nous le choix dramatique à faire entre maintenir votre conception du modèle européen ou répondre au défi de l'histoire. Cette question, les européens se la sont posée trois fois : à la fin des années 1960, au début des années 1970 à propos de la Grande Bretagne, ils pouvaient même dire d'une manière un peu cynique que les Anglais seraient moins nocifs dedans que dehors. Ils ont fini par penser qu'il valait mieux que la Grande Bretagne soit dedans, choix que regrettent encore certains.

Et puis il y a eu la sortie de la dictature par la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Aussitôt, la Communauté Européenne leur a ouvert les bras. Il y avait pourtant des opinions contre, mais nous avons lutté et plaidé pour accueillir, avec bonheur, ces nouvelles démocraties.

Le résultat, en termes strictement économiques, fut gagnant-gagnant, gagnant pour les neuf qui ont développé leur commerce extérieur et leurs investissements dans ces pays et gagnant pour les trois pays adhérents qui ont pu, grâce aux politiques structurelles financées par la Communauté, se développer de manière spectaculaire.

Enfin, troisième exemple, après la chute du mur de Berlin, événement exceptionnel, qui s'est passé sans conflit. C'est l'occasion de saluer tous les hommes d'Etat qui à l'époque ont fait en sorte que nous sortions de ce monde de la guerre froide sans graves tensions, ni pertes humaines.

Ces pays de l'Europe centrale et orientale sortant de la dictature, nous leur avons promis l'entrée dans notre famille en 1989 et 1990. Ensuite, nous nous sommes perdus un peu dans les sables pour décider s'il fallait commencer par un toit politique ou bien par l'économie. Sans doute avons-nous manqué d'imagination et d'audace, en ne leur donnant pas, plus vite, un toit politique. Ainsi se serait créé un climat différent et surtout moins de fascination de leur part pour l'Alliance Atlantique et pour le modèle anglo-saxon : une faute dont nous payons nous-mêmes actuellement le prix.

Ce n'est pas terminé ! L'Histoire n'en finit pas de nous défier : pour la Turquie, la question est de savoir si l'Union Européenne, devant la montée des intégrismes, du rejet de l'autre et la violence des attentats, doit dire non, définitivement non. En agissant ainsi, nous renforcerions ainsi le sentiment que le monde chrétien rejette le monde musulman. Est-ce qu'il ne faut pas donner le signe contraire, montrant notre ouverture d'esprit, notre passion par le respect des autres et de leurs convictions, pour le chemin du dialogue et de la reconnaissance mutuelle. C'est ce qu'a fait le Conseil Européen en disant « oui » à la négociation. Pas plus. A chacun de démontrer que

l'on peut vivre ensemble, dans un esprit de différences et sous l'emprise des règles du jeu acceptées par tous. Le test reste à faire, au cours précisément de négociations.

Ceci montre que l'Europe n'a pas la nostalgie d'un modèle, mais qu'elle est capable de répondre aux défis de l'Histoire.

On peut, à partir de là, réfléchir sur un des thèmes qui est favori de la presse américaine, repris par la presse européenne au moment de la deuxième guerre d'Irak : **que pèse ce soft power de l'Europe à côté du hard power des Etats-Unis, de la puissance militaire ?** Il faut pourtant les deux « pouvoirs ». Ceux qui, au nom du soft power, condamnent toutes interventions militaires sont des naïfs qui ne connaissent pas le monde tel qu'il est. Mais ceux qui ridiculisent le soft power rejettent la seule possibilité que nous ayons d'améliorer l'Organisation des Nations Unies et de montrer que par le Droit, et des régulations au niveau mondial, nous pouvons limiter la violence, la faire reculer. De ce point de vue, le modèle européen apporte des enseignements à tous ceux qui voudraient trouver pour le monde la possibilité de faire davantage appel aux règles du Droit.

Prenons un exemple qui est mercantile mais qui est un progrès aux yeux de tous les spécialistes des questions internationales. Le fait que l'OMC soit dotée d'une instance de médiation et d'arbitrage montre que déjà, dans une organisation internationale, on ne se contente pas de signer des accords, on se donne des possibilités d'arbitrage. C'est un triomphe du soft power et du Droit. Rien n'est certes gagné, mais pourquoi désespérer, pourquoi ne pas poursuivre le combat pour une maîtrise de la mondialisation par le triomphe du Droit et par des actions concertées pour le développement durable et solidaire de la planète.

II – L'EUROPE ET LA MAÎTRISE DE LA MONDIALISATION

Ne croyez pas ceux qui disent : il y a deux conceptions de l'Europe : **l'Europe espace et l'Europe puissance**. C'est un clivage dépassé, l'Europe est déjà une puissance sans être pour autant la puissance que l'on souhaiterait. Mais voyez où en est déjà notre Europe : première puissance commerciale du monde et qui se fait souvent respecter dans la négociation internationale ; première pour l'aide au développement, en contribuant pour 70% du total de l'aide mondiale ; première pour l'aide humanitaire, élément décisif pour les accords de Kyoto sur l'environnement. Et enfin **l'Euro**, une monnaie qui compte internationalement.

Dressons un état réaliste des lieux, sans nous désespérer et sans nous illusionner.

Forts de notre capacité de travail, forts de notre capacité de création, reprenons confiance au niveau universitaire comme au niveau de la recherche. Alors serons-nous plus capables encore de pouvoir influencer le monde, non pas pour le dominer mais pour l'influencer dans le sens de nos valeurs fondamentales de paix, de respect des autres, de diffusion de règles communes pour mieux vivre ensemble.

La **mondialisation** requiert l'apport de l'Europe sur le plan de son expérience interne mais aussi sur le plan de ses nouvelles idées. C'est un débat provoqué au sein de l'Union parce qu'on ne peut plus dire aujourd'hui : **le libre échange**, dans tous ces aspects, conduit au progrès de tous les peuples. On peut dire que le libre échange a fait réaliser des progrès, mais sans faire du libre échange, la nouvelle idéologie, le remède miracle. Le problème est complexe. Je voudrais l'illustrer par deux exemples : tout d'abord, quand on parle de pays en voie de développement, on met ensemble le Brésil et le Mali par exemple ou la Chine et un pays de Centre Amérique. Alors qu'il faudrait distinguer les pays émergents déjà puissants : le Brésil, la Chine, l'Inde dont on attend des contributions au commerce mondial aussi importantes que les nôtres. La Chine est capable aujourd'hui d'utiliser pleinement ses

ressources du travail non qualifié ou peu qualifié mais aussi de se lancer dans des activités les plus sophistiquées que l'on puisse connaître. Ces pays là ne doivent pas être considérés comme des pays en voie de développement, a fortiori comme des pays pauvres, vis-à-vis desquels nous devrions faire un effort unilatéral. A l'inverse, nous devons concéder aux pays les plus pauvres. Comme Pascal Lamy l'a dit pour les pays africains : « **nous acceptons tous les produits sauf les armes, bien sûr** ».

Autre distinction importante et je ne voudrais pas que vous preniez ce que je vais dire comme une défense des positions françaises. **L'agriculture** n'est pas une activité comme les autres, car elle fait partie de notre tradition et de nos sociétés. Même si l'urbanisation est forte, la société rurale reste un élément de notre richesse et de notre diversité humaine et culturelle. Nous avons atteint, grâce à la politique agricole, un niveau de sécurité des produits et même quand il y a eu un accident comme la vache folle, la réaction a permis de retrouver un niveau de sécurité des produits qui est important, autant pour la santé que pour l'environnement. La question est certes complexe, mais un exemple pourra éclaircir nos dilemmes : je souhaite que le Mali puisse vendre son coton, notamment aux Etats-Unis qui sont les plus protectionnistes. Mais imaginez que pendant deux années, et cela peut se produire pour toutes les matières premières, il y ait une baisse radicale de la consommation de coton. Si ces pays n'ont pas chez eux, pour 80 % de leur population, des productions vivrières pour se nourrir, ils se retrouvent dans les plus grandes difficultés.

Dans le système actuel, de grands groupes de négoce dominant le monde, ce n'est pas à l'avantage des pays en voie de développement, c'est la raison pour laquelle des militants des mouvements agricoles en France, en Italie et ailleurs essaient d'aider ces pays à produire ce qui est nécessaire pour vivre, à multiplier la productivité pour le mil, pour le lait et autres matières. Les européens ne débattent pas franchement de ces réalités. Ils discutent des principes de la politique agricole commune, de son coût financier mais ils ne discutent pas assez de ce qui, à mon avis, pourrait les amener à

trouver un accord sur une réforme qui maintienne notre puissance agricole, favorise le développement rural et l'environnement, tout en aidant les pays les plus pauvres à se doter des moyens de se nourrir convenablement et d'acquérir une forme vitale d'autonomie alimentaire.

Dans cette régulation mondiale, il y a quand même l'inquiétant pouvoir du **capitalisme financier** ; je ne vous soumettrai qu'une question : croyez-vous qu'il soit possible, sur trente ans, que des entreprises tirent chaque année de leur activité, comme bénéfice net, 15 % de leurs fonds propres ? Et si oui, aux dépens de qui ? Aux dépens des consommateurs ou des salariés ? Mais parlez-en à un spécialiste sérieux des questions financières, lui-même vous dira que ce n'est pas possible. Il faut rééquilibrer les choses, entre le capital et le travail, entre la puissance publique et le marché. Sinon ...

Ce que révèle l'expérience européenne, c'est qu'il est possible pour certains pays de faire triompher entre eux les règles du Droit et vous remarquerez que d'autres organisations régionales, qui sont beaucoup plus lâches que l'Europe, commencent à s'y intéresser. Le MERCOSUR a essayé de copier pas mal de nos pratiques internes et aujourd'hui ce sont les pays du Sud-Est Asiatique qui ont bien compris que ne parlant jamais entre eux, s'ignorant ou se voyant uniquement lors de pompeuses réunions de Chefs d'Etat, ils n'arrivaient pas à s'attaquer ensemble aux problèmes qui pourtant leur sont communs.

Dans cette maîtrise de l'organisation de la mondialisation, deux aspects me paraissent essentiels : le premier, on en parle tous les jours mais il faut le répéter : *l'environnement* doit être inclus dans toutes les politiques, *le réchauffement de la planète* et autres questions de pollution sont des problèmes beaucoup plus graves qu'on ne le croit. Toutes les politiques, agricole, industrielle, énergétique, sont liées.

Le second est de créer un cadre susceptible de faire émerger des règles du jeu mondial. C'est dans cet esprit que, depuis quinze ans, je milite pour *un conseil de sécurité économique* qui, au début, se contenterait d'établir des diagnostics mais qui, peu à peu, en auditionnant les grandes organisations mondiales, arriverait à pénétrer, à faire pénétrer chez les Chefs d'Etat, l'idée qu'il y a des solutions possibles pour éviter le pire ou pour limiter les dégâts. L'Europe, par son esprit même, est la preuve que l'on peut aller vers un monde plus équitable et plus soucieux d'un développement durable.

III – L'EUROPE : QUEL PROJET DE SOCIÉTÉ ?

L'Europe aussi, c'est un projet de société ou des projets de société (?). L'unité dans la diversité, qu'est-ce que cela veut dire ? Ce que nous avons indiscutablement en commun, c'est la démocratie même si elle doit être vivifiée et l'équilibre entre la société et l'individu. On oublie trop ce dernier point. En Europe, on refuse que la société soit si prenante qu'elle étouffe l'individu, mais à l'inverse des Etats-Unis, on refuse que l'individu puisse s'éclater au point de négliger la société et ses solidarités élémentaires. Et la projection de ce principe, on l'a trouvée dans tous les domaines, à commencer bien entendu par le système de prévoyance collective que nous avons aussi en commun, même si les modalités en sont différentes selon les pays.

Alors qu'est-ce qui nous divise et que nous devons, je ne le répèterai jamais assez, traiter au grand jour ? D'abord c'est *la diversité des modèles sociaux*. Il n'y a pas un modèle social européen, on peut en distinguer quatre, pour des raisons qui tiennent notamment à leurs histoires, leurs traditions, la nature de leurs relations sociales et le rôle qu'ils attribuent à l'Etat. Mais chacun de ces modèles doit s'adapter à tous les défis, le premier étant l'évolution démographique, la solidarité entre les générations, la lutte contre la précarité ... Dans ces domaines, les compétences sont

essentiellement nationales, mais il existe des domaines où prévaut l'harmonisation européenne.

C'est là que se situe, à mon avis, l'attaque la plus perverse contre l'Europe : elle vient de ceux qui demandent que la compétition entre les entreprises soient complétées par la compétition entre les nations. Je vous mets en garde : si cela devait continuer, il n'y aurait jamais d'Europe politique, il y aurait même désintégration de l'acquis européen par les excès du dumping fiscal et social.

Dernière question qui divise, **quelle valeur ajoutée peut apporter l'union européenne ?** Souvenons-nous de mon livre blanc de 1993 « Croissance, compétitivité et emploi », accepté par le Conseil européen, mais non appliqué de par la volonté des ministres des Finances. Donc, il ne s'agissait pas de renvoyer tous les problèmes à l'Europe, mais d'apporter une valeur ajoutée par la coopération qui renforce, grâce à des programmes européens dans les infrastructures de transport, dans les nouvelles technologies, dans la recherche ... On attend toujours une réponse à la hauteur des enjeux.

De ce point de vue, l'Union Economique et Monétaire est un test. Mais puisque tout à l'heure on a parlé du rapport Delors sur précisément l'UEM (en 1989), ce rapport proposait un projet équilibré entre l'économique et le monétaire, conformément aux meilleures expériences nationales. Mais de refus en abandons, et sous l'emprise de la pensée unique, nous sommes arrivés à une situation où l'Union Economique et Monétaire ne marche que sur une jambe : la jambe monétaire. Le résultat, c'est que l'Euro protège mais il ne dynamise pas. Une réforme est donc nécessaire, impérative : faire de l'Union Economique et Monétaire la première coopération renforcée. Trouvez-vous normal que les pays qui font partie de la zone Euro, quand ils prennent une décision, soient obligés de la faire ratifier par les treize pays qui ne sont pas dans la zone ? La zone euro doit devenir une coopération renforcée en rééquilibrant

l'économie et la monnaie et en se mettant d'accord sur un minimum d'harmonisation. Un des pays qui a reçu le plus d'aides financières au titre de la cohésion économique et sociale est un pays qui, il y a quelques années, a décidé d'abaisser d'une manière agressive son taux d'impôt sur les entreprises. Est-ce cela l'esprit de famille ? Est-ce acceptable ?

Alors quelles sont les voies difficiles d'un compromis dynamique, puisque, vous le voyez bien, les pays ont durci leurs divergences en matière de projet de société ? Certes, il y aura toujours des majorités changeantes, des droites, des centres et des gauches. Mais le consensus européen doit pouvoir se maintenir sur ce qui est l'essentiel du « contrat de mariage ». Pour trouver une solution, il faut faire comprendre qu'il s'agit de s'adapter sans se renier, il faut clarifier le débat, accepter la diversité des expériences nationales autour de deux idées centrales que je vais simplement indiquer devant vous.

Première idée : **quel équilibre à trouver entre nos valeurs économiques et sociales**, d'un côté, et l'émergence de la force de l'économie de marché de l'autre ?

Deuxième idée : **le social est un facteur de développement, un facteur économique et non pas un sous produit de l'économie**. D'ailleurs, les pays qui ont le mieux réussi en Europe à s'adapter sont ceux qui ont le dialogue social le plus fructueux et un solide héritage en matière de « welfare ».

Voilà, me semble-t-il, deux questions autour desquelles nos chefs de gouvernement devraient se mettre d'accord pour sortir de la situation actuelle et trouver à nouveau les bases d'un consensus minimal sans lequel il est impossible de progresser.

IV – L'EUROPE : EN ORDRE DE MARCHÉ

Pour aborder le « comment faire », je voudrais développer deux thèmes, l'un qui vous est connu : *la Fédération des Etats-Nations*, l'autre qui vous est moins connu : *la différenciation*.

Tout d'abord approfondir la fédération des Etats-Nations. La force de l'héritage de l'Europe tient en deux éléments : *l'égalité entre les pays* (on l'oublie toujours), dans l'Europe des six, on écoutait tout autant le Luxembourg que l'Allemagne. L'égalité entre les pays ne veut pas dire l'égalité des quotas de vote, mais c'est une manière de se comporter, une morale du comportement qui est vraiment essentielle.

Deuxièmement, *le Droit, principal élément de régulation, avec bien entendu le rôle de la Cour de Justice*.

J'en viens au **triangle institutionnel** : le Conseil des ministres, le Parlement et la Commission ; lorsque ce triangle fonctionne, alors l'Europe avance. Pourquoi ? Parce que c'est un ensemble institutionnel qui prépare les orientations à soumettre au Conseil Européen, Conseil Européen qui depuis que ce triangle ne marche pas, a tendance à s'occuper de tout dans une sorte d'atmosphère intergouvernementale. Les chefs d'Etat se laissent entraîner par cette non-préparation et ils font des communiqués de 30 à 40 pages, même s'ils n'ont rien décidé. Deuxièmement, il y a la préparation des décisions du Conseil des ministres, en co-décision avec le Parlement. Troisièmement, l'exécution des décisions, soit par la Commission, soit plus généralement par les pays membres. Et enfin, ne pas oublier l'impératif essentiel : être inventeur de *simplicité* et respecter la *subsidiarité*.

La simplicité c'est, à mon avis, une des recettes essentielles pour l'essor de la démocratie. **Plus c'est simple sans trahir la réalité, et plus les gens comprennent,** tout en ayant l'impression de participer à l'œuvre.

Pendant le référendum en France, j'avais beau expliquer que les problèmes de l'emploi et les problèmes sociaux étaient de la compétence des Etats-Nations, on continuait à raisonner comme si c'était la faute de l'Europe. Je n'ai jamais été tout à fait d'accord avec le concept de compétences partagées, mais je crois que refaire travailler le triangle institutionnel avec le Conseil des ministres des affaires générales relève de la plus haute importance. Les ministres des Affaires étrangères sont les plus aptes à traiter les problèmes quoiqu'en disent les Premiers ministres ... et les autres ministres.

C'est un système qui doit fonctionner tous les jours si vous le laissez travailler, si vous arrêtez de négliger la Commission, si au Conseil des affaires générales, quand on parle des affaires intérieures de l'Europe, les Ministres eux-mêmes sont présents pour engager leur gouvernement.

Ce plaidoyer pour la méthode communautaire ayant été fait, je me permets un petit écart pour les étudiants : c'est qu'avant guerre, le mouvement fédéraliste luttait contre le nationalisme car il voyait venir les drames. Il a identifié nationalisme et nation, si bien qu'il a porté en lui-même cette idée que le préalable à la paix, c'était la suppression des nations. Cela n'a jamais été dans mon projet, d'où ma formule ... Fédération des Etats-Nations.

Enfin, pour défendre l'idée de différenciation, on peut poser une question simple sans citer plusieurs exemples, s'il avait fallu attendre que les 15 pays d'alors membres de l'Union soient d'accord pour faire l'Euro, où en serait l'Euro ? Où en serait l'Union Economique et Monétaire ?

La différenciation permet de concilier l'élargissement et l'approfondissement. M. Genscher citait souvent cette phrase : « *on ne peut pas obliger un pays à aller plus loin qu'il ne veut aller, mais, à l'inverse, ce pays ne peut pas empêcher les autres de le faire* ». Telle est la justification de la différenciation qui peut prendre la forme de périodes de transition ou de coopérations renforcées. Les nouveaux Etats-membres sont absolument contre cette idée, je m'en suis aperçu lors de mes dernières rencontres avec les ministres Polonais et Tchèques. Je crois que ce qui ne leur permet pas de voir exactement le problème relève de l'obsession du football qui est devenu un élément important de la vie contemporaine, ils nous reprochent de vouloir jouer en ligue un, et de les forcer à jouer en ligue deux. Non, il ne s'agit pas de cela ! Les coopérations renforcées obéissent au contrat général de mariage et aux règles du jeu. Ce n'est pas parce qu'on fera une coopération renforcée que l'on pourra se dispenser d'appliquer les règles du contrat de mariage à 25 ou à 27. Par conséquent, il faut absolument leur expliquer que sans coopérations renforcées, sans différenciation, nous n'arriverons pas à progresser, à nous servir d'innovations, à aller un peu plus loin sans gêner les autres. Car les coopérations renforcées demeureront ouvertes à tous, à condition qu'ils veuillent et qu'ils puissent.

Je terminerai ainsi avec la Grande Europe, celle à 27 et demain à plus de trente ? Peut-elle prétendre, dans les quinze ans qui viennent, réaliser tous les objectifs qui sont dans les Traités ? Je réponds « non » et j'aurais, dans un esprit de réalisme, à proposer trois objectifs pour cette Grande Europe :

- *La paix et la reconnaissance mutuelle entre les pays et les peuples.*
- *Un cadre pour un développement durable et solidaire.*
- *L'enrichissement de la diversité culturelle.*

Ma conviction de citoyen est que si, d'ici 2020, ces objectifs étaient atteints, les historiens diraient que l'Europe a gagné son pari et qu'elle a même maîtrisé une partie des problèmes de la mondialisation. Mais si l'on veut tout faire en même temps, alors, à mon sens, nous n'y arriverons pas ! Nous ne ferons que multiplier les effets d'annonce ... sans suite.

A propos du cadre pour un développement durable et solidaire, nous en revenons au débat sur le projet de société. J'insisterai à nouveau sur le triptyque de l'Acte Unique qui, à mon avis, reste la règle d'or pour progresser, « la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit ». Et c'est à partir de là que doit être animé le débat que je souhaite sur la conception de la politique économique et sociale. Quand je vois les discussions sur les perspectives budgétaires 2006/2013, il y a dans le fond deux théories : il y a ceux qui disent « les pays qui sont en retard, on leur donne un chèque le moins important possible » et il y a ceux qui, en se référant à l'esprit de l'Acte Unique, disent « il s'agit d'instituer un partenariat entre l'Union Européenne, les Etats et les Régions, et ce partenariat vaut aussi bien pour des Régions en difficulté dans un pays riche que pour les Régions en développement dans les pays en retard ».

Si demain on devait supprimer toutes les aides de cohésion économique et sociale en Italie, en Espagne, au Portugal, en France sous prétexte qu'il faut aider d'abord les Etats qui sont en retard, à mon avis, nous enlèverions le sel de la terre. Pourquoi tant de Régions s'intéressent à l'Europe ? C'est parce qu'elles bénéficient non pas seulement de ses crédits, mais de ce partenariat avec les institutions et entre les régions. C'est essentiel pour conforter et enrichir l'esprit européen.

V – CONCLUSION

Je vous dirai pour terminer que cette ambition pour le XXI^{ème} siècle, l'Europe peut donc la réaliser en étant au clair sur ses finalités et sur la base d'un consensus dynamique entre les pays, en y faisant participer les acteurs économiques et sociaux, les associations, les parlements nationaux, les citoyens. Le rôle des gouvernements nationaux est essentiel pour expliquer l'Europe et rendre compte aux citoyens de ce qui s'y passe. Alors, et alors seulement, nous aurons, selon une formule qui m'est chère, *une Europe puissante et généreuse à la fois*.

Enfin, pour revenir à la crise qui est la nôtre, j'ai trouvé des motifs d'espoir dans cette citation de Jean Monnet qui dit : « **j'ai toujours pensé que l'Europe se ferait par les crises et qu'elle serait la somme des solutions que l'Europe apporterait à ces crises** ».

Je vous remercie.